



Distr.
GENERALE

A/2695
S/3281
20 août 1954

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Neuvième session

ELECTION DE CINQ MEMBRES DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Liste des candidats présentés par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général

Conformément à l'article 7 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité une liste alphabétique des candidats présentés par les groupes nationaux pour les élections qui auront lieu au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale en vue de désigner cinq juges en remplacement des membres ci-après de la Cour : Sir Arnold Duncan McNair (Royaume-Uni), M. José Gustavo Guerrero (Salvador), M. Alejandro Alvarez (Chili), M. Jules Basdevant (France) et M. Levi Fernandes Carneiro (Brésil), dont le mandat vient à expiration le 5 février 1955.

Des notices biographiques des candidats sont reproduites dans le présent document, exception faite de celles qui figurent déjà dans le document A/2668 - S/3270, relatif à l'élection d'un membre de la Cour internationale de Justice en vue de pourvoir le siège devenu vacant par suite du décès de Sir Benegal Rau.

<u>Nom et nationalité du candidat</u>		<u>Groupe national présentant la candidature</u>
ACCIOLY, Hildebrando	(Brésil)	Brésil
ALFARO, Ricardo J.	(Panama)	Brésil Cuba Haïti Panama Pérou
BASDEVANT, Jules	(France)	Brésil Canada France Grèce Japon Liban Liechtenstein Norvège Nouvelle-Zélande Pakistan Pays-Bas Royaume-Uni Suisse Yougoslavie
CARDAHI, Choucri	(Liban)	Liban
CARMONA, Ramon	(Venezuela)	Venezuela
COLOV, Ernst S.B.	(Danemark)	Danemark
CORDOVA, Roberto	(Mexique)	Argentine Brésil Chine Cuba Equateur Haïti Honduras Mexique Nicaragua Panama Pays-Bas Pérou Philippines Suède Thaïlande Turquie Venezuela Yougoslavie
FRØLUND, Thomas	(Danemark)	Danemark

Nom et nationalité du candidat

Groupe national présentant la
candidature

GUERRERO, José G.	(Salvador)	Chine Cuba Grèce Haïti Honduras Japon Liechtenstein Mexique Nicaragua Nouvelle-Zélande Paraguay Royaume-Uni Salvador Thaïlande Turquie
KURIYAMA, Shigeru	(Japon)	Chine Iran Japon
LAUTERPACHT, Hersch	(Royaume-Uni)	Canada Nouvelle-Zélande Royaume-Uni
MARIDAKIS, Georges	(Grèce)	Grèce
MATINDAFTARI, Ahmed	(Iran)	Iran
McNAIR, Sir Arnold Duncan	(Royaume-Uni)	France Japon Liban Liechtenstein Norvège Pays-Bas Suède Suisse Yougoslavie
MORENO QUINTANA, Lucio M.	(Argentine)	Argentine Chine Equateur Haïti Honduras Mexique Nicaragua Paraguay Pérou Venezuela Yougoslavie
PARAS, Ricardo	(Philippines)	Philippines

Nom et nationalité du candidat

Groupe national présentant la
candidature

PETREN, Sture	(Suède)	Suède
PLAZA, Eduardo	(Venezuela)	Venezuela
PRAMOJ, Mom Rajawongse Seni	(Thaïlande)	Thaïlande
ROLIN, Henri	(Belgique)	Danemark Iran Panama
SAPENA PASTOR, Raul	(Paraguay)	Argentine Equateur Honduras Paraguay Pérou
SAUSER-HALL, Georges	(Suisse)	France Liechtenstein Suède Suisse
SPIROUPOLOS, Jean	(Grèce)	Grèce
THAMAPRAKHAN, Phya Ladpli	(Thaïlande)	Thaïlande
TUASON, Pedro M.	(Philippines)	Philippines
VALLE, Modesto	(Nicaragua)	Nicaragua
VERZIJJ, Jan H.W.	(Pays-Bas)	Pays-Bas
de VISSCHER, Charles	(Belgique)	Canada Danemark France Norvège Nouvelle-Zélande Royaume-Uni Suisse
VITERI LAFRONTE, Homero	(Equateur)	Equateur
ZAFRULLA KHAN, Chaudhri Muhammad	(Pakistan)	Canada Liban Pakistan

ACCIOLY, Hildebrando Pompeu Pinto

Juriste brésilien.

Né en 1888 à Fortaleza, dans l'Etat de Ceara (Brésil); diplômé en droit et ès sciences sociales de la Faculté de droit de Ceara, en 1908; Secrétaire de la délégation du Brésil à la cinquième Conférence panaméricaine, tenue à Santiago en 1923; Premier secrétaire de la délégation permanente du Brésil auprès de la Société des Nations, de 1924 à 1926; Directeur par intérim de la Section des frontières et des conventions internationales du Ministère des relations extérieures, de 1926 à 1930; Secrétaire adjoint de ce Ministère de 1930 à 1932, Chef des services politiques et diplomatiques en 1935 et 1936, Secrétaire général en 1937-1938 et depuis 1946; conseiller technique auprès de la délégation du Brésil à la sixième Conférence panaméricaine, tenue à La Havane en 1928; premier Secrétaire à Washington, de 1933 à 1934; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Roumanie de 1934 à 1935; délégué à la VIIIème Conférence panaméricaine, tenue à Lima en 1938; ambassadeur auprès du Saint-Siège de 1939 à 1944; délégué à la Conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix, tenue au Mexique en 1945; directeur de l'Instituto Rio-Branco en 1945 et 1946; professeur de droit international public à l'Université catholique de Sao-Paulo; délégué plénipotentiaire à la Conférence de la paix de Paris, en 1946; délégué permanent du Brésil auprès de l'Organisation des Etats américains, de 1946 à 1952; Président du Conseil de l'Organisation des Etats américains, de 1950 à 1951; jurisconsulte du Ministère des relations extérieures depuis 1952.

Membre de l'Institut brésilien d'histoire et de géographie, de l'Institut américain de droit international (Washington) et de la Société américaine de droit international; membre correspondant de l'Institut argentin de droit international; Membre de l'Académie diplomatique internationale (Paris); correspondant du Comité de législation étrangère du Ministère de la justice français; conseiller technique du Conseil national de géographie; membre de l'Institut de Ceara; membre de la Commission permanente de Rio de Janeiro pour la codification du droit international public; de la Société de géographie de Rio de Janeiro; de la Société brésilienne de droit international; de l'Association de droit international (section américaine); professeur de droit international à l'Ecole de droit de Sao-Paulo; Membre du Conseil consultatif de la Société de droit consulaire de

de New-York; membre correspondant de l'Institut d'histoire et de géographie de l'Uruguay; membre honoraire de l'Académie d'histoire des Franciscains d'Amérique (Washington); membre correspondant de l'Académie des Belles-Lettres de Ceara; membre élu de l'Institut de droit international.

Auteur des ouvrages suivants : Actos internacionais vigentes do Brasil (1927 et 1936); O Reconhecimento de independencia do Brasil (1927); Tratado de de direito internacional publico (3 tomes, 1933 et 1934); O Reconhecimento do Brasil pelos Estados Unidos de America (1937 et 1945); A Fronteira com o Paragua (1938).

ALFARO, Ricardo J.

Juriste et homme d'Etat panaméen.

Né à Panama en 1882; a fait ses études à l'Université de Carthagène, en Colombie; Docteur en droit et ès sciences politiques de la Faculté nationale de Panama; Docteur en droit honoris causa de l'University of Southern California (Los Angeles).

Fonctions antérieures : Sous-Secrétaire d'Etat aux relations extérieures de 1905 à 1908; Conseiller juridique de la légation du Panama à Washington, particulièrement chargé de la question de la délimitation des frontières entre le Panama et le Costa-Rica, en 1912; membre de la Commission de codification du Panama qui a rédigé le Code de procédure (organisation, procédure civile et procédure pénale), de 1913 à 1916; Juge à la Commission mixte d'arbitrage créée, en vertu de la Convention conclue en 1903 par le Panama et les Etats-Unis d'Amérique, pour l'indemnisation des propriétaires expropriés lors de la construction du canal de Panama, de 1915 à 1918; Professeur de droit civil à la Faculté nationale de droit, de 1917 à 1922; Professeur de droit international à l'Université de Panama depuis 1948; Secrétaire d'Etat à l'intérieur et à la justice, chargé à diverses reprises des relations extérieures, de 1918 à 1922; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Panama aux Etats-Unis, de 1922 à 1930 et de 1933 à 1936; délégué à la Commission interaméricaine d'aviation commerciale et à la Conférence internationale de radiotélégraphie, réunies à Washington en 1927; délégué plénipotentiaire du Panama à la sixième Conférence

internationale des Etats américains, tenue à La Havane, et Rapporteur sur la question du règlement pacifique des conflits internationaux, en 1928; chef de la délégation du Panama à la Conférence panaméricaine de conciliation et d'arbitrage, tenue à Washington, et membre du Sous-Comité qui a rédigé les traités d'arbitrage et de conciliation signés le 5 janvier 1929; Président de la République en 1931-1932; président de la Commission spéciale qui a négocié les traités et conventions que le Panama et les Etats-Unis d'Amérique ont signés le 2 mars 1936 en vue de modifier la Convention de 1903 et régler certaines questions soulevées par suite de la construction du Canal, de 1934 à 1936; membre de la Commission de codification du Panama, en juin 1944; président du Comité de rédaction de la nouvelle Constitution du Panama en novembre 1944; chef de la Mission de l'UNRRA auprès de dix Républiques d'Amérique latine, en février 1945; délégué du Panama à la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, tenue à San-Francisco, et président du Comité spécial qui a rédigé le texte espagnol de la Charte des Nations Unies, en avril 1945; Ministre des relations extérieures d'août 1945 à décembre 1947; chef de la délégation du Panama à la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix et de la sécurité du continent, à Rio de Janeiro, et président du Comité de cette Conférence, chargé de la question de l'agression, en 1947; chef de la délégation du Panama à l'Assemblée générale (deuxième partie de la première session, deuxième et troisième sessions) en 1946, 1947, 1948 et 1949; Président, au cours de la troisième session de l'Assemblée générale en 1948, de la Commission juridique qui a rédigé le texte de la Convention sur le génocide; délégué du Panama à la neuvième Conférence internationale des Etats américains, tenue à Bogota en 1948; élu membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies, en 1948, et Président de cette Commission en 1952-1953; conseiller du Gouvernement panaméen au cours des négociations menées avec les Etats-Unis en 1953; délégué plénipotentiaire à la dixième Conférence internationale des Etats américains et Président du Sous-Comité juridique de la première Commission de la Conférence, à Caracas, en 1954; Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1929; membre étranger, désigné par le Venezuela et le Chili, des commissions permanentes de conciliation instituées en vertu des traités de conciliation intervenus entre le Venezuela et le Brésil, et entre la Norvège et le Chili.

Membre associé de l'Institut de droit international; Membre fondateur et, depuis 1938, Secrétaire général de l'Institut américain de droit international; membre associé de l'Institut hispano-lusitan-américain de droit international; membre fondateur et, pendant plusieurs années, président de la Société panaméenne de droit international; membre honoraire de l'Académie de jurisprudence de Colombie à Bogota; membre honoraire de l'Institut de l'Ordre des avocats brésiliens, à Rio de Janeiro; membre honoraire de l'American Bar Association; membre correspondant de l'Institut argentin de droit international, à Buenos-Aires; membre titulaire de l'Académie internationale de diplomatie, à Paris; membre de la Société américaine de droit international, à Washington; membre du Conseil d'administration de l'Académie américaine des sciences politiques et sociales, à Philadelphie; membre du Conseil consultatif de la Société de droit consulaire, à New-York; membre du Comité de direction de l'Académie interaméricaine de droit comparé et de droit international, à La Havane; membre du Conseil d'administration du Gorgas Memorial Institute of Tropical and Preventive Medicine, à Washington; Membre honoraire de l'Instituto Sanmartiniano, à Bogota, et de la Sociedad Bolivariana de Colombie; vice-président honoraire de l'Association panaméricaine des bibliothécaires et des bibliographes, à Washington; membre de l'Union Ibero-Americana, à Madrid, et, pendant plusieurs années, chef de la délégation du Panama auprès de cette institution; membre à vie de l'Union culturelle universelle de Séville; membre et, pendant plusieurs années, directeur de la section de Washington de l'Instituto de las Españas; membre fondateur de la Sociedad Bolivariana du Panama et de la Croix-Rouge panaméenne; fondateur de l'Académie d'histoire panaméenne, assemblée à laquelle sont appelées un petit nombre de personnalités choisies; directeur de l'Académie des langues du Panama; membre correspondant de l'Académie royale d'Espagne et des Académies d'histoire de Madrid, de Caracas, de La Havane, de Buenos-Aires, ainsi que de la Cartagena de Indias et du Centro Vallecaucano de Historia y Antigüedades, à Cali (Colombie).

Auteur des ouvrages suivants : Limites entre Panama y Costa Rica (1912); Codigo Judicial de Panama, édition officielle (1916); Exposicion de Motivos de los Codigos Civil y Judicial (1916); El Divorcio (1918); El Fideicomiso : Estudio sobre la necesidad y conveniencia de introducir en la legislacion de los pueblos latinos una institucion civil nueva, semejante al TRUST del derecho ingles (1920); Cien años de la Doctrina Monroe (en espagnol et en anglais, 1923); El Panamericanismo Bolivariano y el Actual (1926); Panama, Libre y Soberana (1927); Peace for Pan America (1928); Solucion Pacifica de los Conflictos Internacionales (rapport soumis à la sixième Conférence panaméricaine, 1928); Conciliacion y Arbitraje en America (1929); The Reign of Law in International Affairs (1933); Co-operation and Peace in the American Continent (1933); Observations on the Project of an American League of Nations (1933); Caribbean Problems (1934); El problema de la Paz en Buenos Aires (1936); Towards the Goal of Peace (1937); Contribuciones de America al Derecho Internacional (1937); Pan Americanism through the media of Law and Political Relations (1937); La Corte Inter-Americana de Justicia (1938); Panorama Internacional de America (anglais et espagnol; texte d'une série de conférences données à l'Université de Harvard en 1938); The Good Neighbor Policy : a Latin American View (1938); Organizacion de la Justicia Internacional en America (1938); The Lima Conference and its International Significance (1938); Memoria sobre legislacion fiduciaria (mémoire présenté à la deuxième conférence de l'Association panaméricaine de juristes, en 1943); Asociacion de las Naciones Americanas (1945); Derechos y Libertades Fundamentales del Hombre (1945); Derechos y Deberes de los Estados (1946); Adaptacion del Trust del Derecho anglosajon al derecho civil (texte d'une série de conférences données à l'Académie panaméricaine de droit comparé et de droit international, en 1947); Apuntamientos de Derecho Internacional Publico (1948); Apuntamientos de Derecho Internacional Privado (1949); Jurisdiccion Criminal Internacional (1950); La Guestion de la Definicion de la Agresion (1951); et divers autres livres, articles, études, conférences et discours sur des sujets de droit, d'histoire, etc.

BASDEVANT, Jules

Juriste français; juge à la Cour internationale de Justice.

Né en 1877; docteur en droit (sciences juridiques, politiques et économiques) agrégé des Facultés de droit (droit public) en 1903; professeur aux Facultés de droit de Rennes et de Grenoble de 1903 à 1918, puis à la Faculté de droit de Paris; professeur à l'École de guerre navale et au Centre des hautes études navales, à l'Académie de droit international de La Haye; à l'École libre des sciences politiques, et, temporairement, à l'École des sciences politiques de l'Université Jagellon à Cracovie, membre de l'Institut de droit international de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques); associé de l'Académie royale de Belgique.

Jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères; membre de la délégation française à de nombreuses conférences internationales (Conférence de la paix de 1919; Conférences de droit international privé; Conférence navale de Londres; Conférence pour la codification du droit international; Conférence pour la limitation et la réduction des armements; Conférence pour la répression du terrorisme; Commission des juristes de Washington pour la préparation d'un projet de statut de la nouvelle Cour de justice internationale, avril 1945; conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, San-Francisco, avril-juin 1945; Assemblée de la Société des Nations).

Délégué-adjoint à la première partie de la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies; délégué du Gouvernement français aux conférences internationales de la Croix-Rouge (Bruxelles et Londres); membre de divers comités juridiques institués par la Société des Nations, l'Institut international pour l'unification du droit privé et le Comité international de la Croix-Rouge.

Agent du Gouvernement français dans plusieurs arbitrages internationaux et, depuis 1923, près la Cour permanente de Justice internationale; membre de la Cour permanente d'arbitrage; candidat présenté par plusieurs groupes nationaux en vue de l'élection, en 1939, à la Cour permanente de Justice internationale, élection qui fut empêchée par les événements politiques.

Elu juge à la Cour internationale de Justice en 1946; vice-président de la Cour de 1946 à 1949; Président de la Cour de 1949 à 1952.

Auteur de nombreux ouvrages de droit international, notamment : La révolution française et le droit de la guerre continentale; Hugo Grotius (dans les Fondateurs du droit international); Les déportations du Nord de la France et de la Belgique; Jurisprudence britannique en matière de prises maritimes; Conclusion et rédaction des traités et instruments diplomatiques; Règles générales du droit de la paix; Contributions de Jean Bodin à la formation du droit international moderne; etc.

CARDHARI, Choucri

Juriste libanais.

Né à Beyrouth en 1890; a fait ses études de droit à la Faculté d'Aix-Marseille et à la Faculté de Paris; a exercé la profession d'avocat près des juridictions mixtes d'Egypte de 1911 à 1920; nommé en 1920 professeur à l'Ecole française de droit de Beyrouth, a cumulé cette charge avec les fonctions judiciaires auxquelles il a été appelé au Liban; conseiller à la Cour de cassation en 1922; Premier président de la Cour de cassation en 1934; Ministre de la justice en 1927 et en 1928 (a élaboré le projet d'organisation judiciaire et pris l'initiative de créer un code des obligations et des contrats); est chargé d'un cours de législation industrielle à l'Ecole française d'ingénieurs; ancien membre de l'Académie de législation de Toulouse et du Conseil de direction de la Société française de législation comparée de Paris; a été, en 1933, nommé par le Gouvernement français Correspondant du Comité de législation étrangère et de droit international institué près le Ministère français de la justice; a enseigné à l'Académie de droit international de La Haye en 1933 et en 1937; nommé docteur honoris causa de l'Université d'Alger en 1944; membre du Conseil de direction de la Fédération mondiale des institutions juridiques internationales (Paris); a été chargé en 1950 par le Middle East Institute de Washington de préparer une étude sur les conflits de lois dans l'Islam et leur évolution, ouvrage en deux volumes; est un des principaux collaborateurs de la "Revue critique de droit international privé" (Paris).

Principaux ouvrages : Le code des obligations; Le mandat de la France sur la Syrie et le Liban (son application en droit international public et privé) (Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, (1933)); Les hommes de loi : ce qu'ils sont, ce qu'ils furent (1937); L'état de nécessité en matière criminelle (en arabe); Le défaut du demandeur en droit ottoman; Le Code de procédure libanais (1937); Les magistrats dans la littérature et l'histoire (1939); La revision des contrats par le juge en droit musulman et en droit libanais (rapport présenté au cours de la Semaine internationale du droit, qui a eu lieu à Paris en 1937); Les conditions générales de la vente en droit comparé oriental et occidental; La juridiction administrative et son évolution (Livre d'or publié à l'occasion du cinquantième du Conseil d'Etat, à Paris); Droit et morale (deux tomes, 1953); Sentiments et droits; et de nombreux articles parus dans des revues spécialisées traitant de droit musulman et libanais et de législation comparée.

CARMONA, Ramón,

Juriste vénézuélien.

Né à Carora (Venezuela), en 1902; a fait ses études secondaires au Colegio Federal de Carora et au Colegio La Salle de Barquisimeto; diplôme de fin d'études en 1919; a suivi les cours de sciences politiques et sociales à l'Université centrale du Venezuela (Caracas); inscrit au Barreau en 1924, a obtenu le titre de docteur ès sciences politiques et sociales en 1925.

Président de l'Assemblée constituante de l'Etat de Lara en 1925; président de la Haute Cour de l'Etat de Lara en 1926; procureur général de l'Etat de Lara en 1926-1927; entré en mars 1928 dans les cadres du Ministère des relations extérieures, est nommé en juin 1928 directeur de la Division du Protocole et, en décembre 1928, chef du Cabinet du Ministre; premier secrétaire de la délégation du Venezuela auprès de la Société des Nations en 1929; a occupé également les fonctions de secrétaire de la délégation du Venezuela qui a pris part aux négociations d'arbitrage entre le Venezuela et l'Italie à propos de l'affaire Martini-Lanzoni, en 1930.

A fait des études avancées de droit international et d'économie politique à l'Université de Genève (Suisse) et à l'Institut des études internationales de Paris, en 1929 et en 1930; reversé dans les cadres du Ministère des relations extérieures, a occupé successivement, de 1930 à 1935, les fonctions de directeur du département chargé d'énoncer les principes directeurs en matière commerciale, de chef du Cabinet du Ministre et de conseiller, nommé chef du service des traités en 1936; attaché commercial du Venezuela en Italie, en Suisse, en Autriche et en Yougoslavie de 1937 à 1942; jurisconsulte-adjoint du Ministère des relations extérieures en 1942 et jurisconsulte en 1946; conseiller commercial de la République dans le Royaume-Uni, en France et en Italie, de 1947 à 1949; rejoint les cadres du Ministère des relations extérieures en 1949 en qualité de jurisconsulte, poste qu'il occupe encore actuellement.

A représenté le Venezuela à divers titres - en qualité de secrétaire, de délégué ou de chef de délégation - à de nombreuses conférences et réunions internationales, notamment : aux sessions de la Société des Nations, de 1929 à 1930 (en qualité de premier secrétaire); à la Conférence panaméricaine pour

le maintien de la paix, qui a eu lieu à Buenos-Aires en 1936-1937 (en qualité de premier secrétaire); à la Conférence sur la coordination des problèmes économiques, qui s'est tenue à Genève en 1939 sous les auspices de la Société des Nations (en qualité de conseiller); aux première, deuxième, troisième et quatrième assemblées de l'Organisation de l'aviation civile internationale, en 1947, 1948, 1949 et 1950 (en qualité de représentant du Venezuela); aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, septième et huitième sessions du Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Bruxelles, Genève, Montréal, Lisbonne, Mexico et Madrid) (en qualité de chef de la délégation du Venezuela); à la dixième Conférence des Etats américains, tenue à Caracas en 1954 (en qualité de membre de la délégation du Venezuela).

Ouvrages : a publié plusieurs études sur des questions juridiques et économiques d'ordre national et international.

COLOV, Ernst, S.B.

Voir la notice biographique qui figure dans le document A/2668 - S/3270.

CORDOVA, Roberto

Juriste mexicain.

Né à Mexico, en 1899; diplômé en droit de l'Université nationale du Mexique en 1926; Secrétaire de la délégation du Mexique à la sixième Conférence internationale des Etats américains (La Havane) en 1928; avocat chargé des intérêts de la délégation mexicaine près de la Commission générale des réclamations du Mexique et des Etats-Unis d'Amérique, de 1928 à 1933; représentant du Mexique près cette Commission, de 1937 à 1940; membre de la Commission interaméricaine de neutralité en 1940; jurisconsulte du Ministère des relations extérieures du Mexique en 1941; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Mexique au Costa-Rica en 1942; conseiller de la délégation du Mexique à la Conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix (Chapultepec, Mexico) en 1945; membre de la Commission de juristes chargée de préparer le projet de statut de la Cour internationale de Justice (Washington) en 1945; conseiller de la délégation du Mexique à

la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale (San Francisco) en 1945; délégué du Gouvernement mexicain à la Conférence internationale du travail (Paris) en 1946; délégué du Mexique à la Conférence internationale du pétrole, convoquée par l'Organisation internationale du travail (Los Angeles) en 1942; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et conseiller auprès du Ministère des relations extérieures de 1947 à 1951; délégué à la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix et de la sécurité du continent américain (Quintadinha, Rio de Janeiro) en 1947; délégué principal et membre de la délégation du Mexique à la neuvième conférence internationale des Etats américains (Bogota) en 1948; élu membre de la Commission du droit international en 1948, a été le rapporteur général de cette Commission en 1951 et son rapporteur spécial pour les questions de la nationalité et de l'apatridie en 1952; nommé membre de l'Académie nationale d'histoire et de géographie du Mexique en 1948; conseiller technique du groupe d'études politiques et sociales du Comité exécutif du Parti institucional du Mexique, en 1950; conseiller de la délégation du Mexique à la quatrième réunion des Ministres des relations extérieures des Etats américains (Washington) en 1951; délégué du Mexique à la sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1951-1952; réélu membre de la Commission du droit international en 1953; représentant du Mexique à la Commission interaméricaine de juristes (Buenos Aires) en 1953; représentant du Mexique à la dixième conférence internationale des Etats américains (Caracas) en 1954.

FR/LUND, Thomas

Voir la notice biographique qui figure dans le document A/2668 - S/3270.

GUERRERO, José Gustavo

Juriste salvadorègne; vice-président de la Cour internationale de Justice.

Né à San-Salvador (Salvador) en 1876; docteur en droit des Universités du Salvador et du Guatemala; ministre du Salvador en France, en Italie et en Espagne, de 1912 à 1930; Ministre des relations extérieures, de la Justice et de l'Instruction publique; représentant du Salvador au Conseil de la Société

des Nations en 1927; président de la dixième Assemblée de la Société des Nations en 1929; président des délégations du Salvador aux Assemblées de la Société des Nations de 1920 à 1930; président de la Commission de droit international public à la sixième Conférence panaméricaine, tenue à La Havane en 1928; représentant du Salvador à de nombreuses conférences internationales; membre de la Commission de la Société des Nations pour la codification du droit international; rapporteur sur la question de la nationalité à la Conférence de la codification du droit international, tenue à La Haye en 1930; vice-président de la Conférence pour le contrôle du commerce international des armes, munitions et matériel de guerre, à Genève, en 1925; vice-président de l'Académie diplomatique internationale à Paris.

Président des tribunaux d'arbitrage établis pour le règlement des différends suivants :

1. Différend relatif aux "Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan", entre l'Autriche et la Yougoslavie, en 1933-1934;
2. Différend relatif à la Société "Barks-Pakrad", entre la Hongrie et la Yougoslavie, en 1934;
3. Différend entre les "Chemins de fer Zeltweg-Wolfsberg et Unterdrauburg-Woellan", d'une part, et les Etats intéressés, d'autre part, en 1937-1938.

Elu juge à la Cour permanente de Justice internationale en 1930; vice-président de la Cour permanente de Justice internationale de 1931 à 1936; Président de la Cour permanente de Justice internationale de 1937 à 1946; chef de la délégation du Salvador à la première partie de la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à Londres, en 1946; président du Sous-Comité des privilèges et immunités de ladite Assemblée générale; élu membre de la Cour internationale de Justice en 1946, Président de 1946 à 1949 et vice-président de 1949 à 1952 et de 1952 à 1955.

Auteur des ouvrages suivants : La responsabilidad internacional del Estado, 1926; "La codification du droit international", 1930; "L'ordre international", 1945.

KURIYAMA, Shigeru

Juge à la Cour Suprême du Japon.

Né à Tokyo en 1886; diplômé de la faculté de droit de l'Université impériale de Tokyo en 1913; entré au Ministère des affaires étrangères en 1914, y a occupé, de 1924 à 1927, les fonctions de chef de section au Bureau des traités; conseiller de l'Ambassade du Japon en France de 1930 à 1933; directeur du Bureau des traités au Ministère des affaires étrangères de 1933 à 1937; ministre du Japon auprès des Gouvernements suédois, norvégien et danois de 1937 à 1939; ambassadeur de Belgique et ministre au Luxembourg de 1939 à 1940; depuis 1947, juge à la Cour Suprême du Japon; membre de la Cour permanente d'arbitrage en 1954; vice-président de l'Association des membres du Barreau japonais en 1954.

LAUTERFACHT, Hersch

Juriste britannique.

Né en 1897. Q.C., M.A., LL.D., F.B.A. Etudes à Lwow, à Vienne et à l'Université de Londres. Chargé de cours à la London School of Economics en 1927; maître de conférences de droit international public à l'Université de Londres en 1932; avocat, Gray's Inn; professeur à l'Académie de droit international de La Haye en 1930, 1934, 1937 et 1947; membre du British War Crimes Executive en 1945 et 1946.

Professeur de droit international (Chaire Whewell) à l'Université de Cambridge, depuis 1938; fellow de Trinity College, Cambridge; membre de l'Institut de droit international; membre de la Commission du droit international depuis 1952; Président de la Commission permanente de conciliation franco-suédoise; membre de la Commission permanente de conciliation franco-suisse.

Auteur des ouvrages suivants : Private Law Sources and Analogies of International Law (1927); The function of Law in the International Community (1933); The development of International Law by the Permanent Court of International Justice (1934); "Règles générales du droit de la paix" (conférences à l'Académie de droit international de La Haye, 1938); An International Bill of the Rights of Man (1945); Recognition in International Law (1947). A publié

de nombreux ouvrages de droit international et des articles dans diverses revues juridiques.

MARIDAKIS, Georges S.

Juriste grec.

Né en Grèce; docteur en droit de l'Université d'Athènes en 1911; avocat à la Cour d'appel en 1913; avocat à la Cour de cassation en 1922; Secrétaire général du Ministère de la Justice en 1924; professeur de droit international privé à la faculté de droit de l'Université d'Athènes en 1925; membre de la Commission de rédaction du Code civil hellénique et rapporteur du premier livre, en 1930; doyen de la faculté de droit en 1933; membre de l'Académie d'Athènes en 1940; membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en 1945; président de l'Académie d'Athènes en 1951; président de la Commission de réforme du droit maritime grec en 1950; délégué de la Grèce à la Conférence de La Haye pour l'unification du droit international en matière de ventes, en 1951; représentant de la Grèce à la Conférence de Bruxelles sur le droit maritime, en 1952; Ministre de la Justice en 1952; nommé membre associé de l'Institut de droit international en 1954.

Auteur des ouvrages suivants : traduction en grec, annotée, des Pandekten de Regelsberger (première édition, 1922; deuxième édition, 1935); auteur de plusieurs articles de théorie générale du droit; auteur de nombreux livres et articles ayant trait au droit international privé, y compris un ouvrage sur les tendances modernes du droit international (1927), des études sur le divorce (1925), sur le divorce des étrangers en Grèce (1933), sur l'exécution des jugements rendus à l'étranger (première édition, 1943; deuxième édition, 1946), sur le mariage des Grecs à l'étranger (1950), ainsi qu'un traité en deux tomes sur le droit international privé (1950, 1954); auteur de plusieurs ouvrages traitant de droit positif moderne et de droit byzantin (gréco-romain) considéré tant au point de vue purement historique que comme droit en vigueur en Grèce jusqu'en 1946.

MATINDAFTARI, Ahmed

Voir la notice biographique qui figure dans le document A/2668 - S/3270.

McNAIR, Sir Arnold Duncan

Juriste britannique; président de la Cour internationale de Justice.

Né à Londres en 1885; a fait ses études à l'Aldenham School et au Gonville and Caius College, Cambridge, où il a obtenu, en 1909, les grades de B.A. et de LL.B. et, ultérieurement, le grade de LL.D; a obtenu, à titre honorifique, le grade de LL.D. des Universités de Glasgow, de Liverpool, de Birmingham et de Salonique et celui de D.C.L. de l'Université d'Oxford; docteur ès lettres honoris causa de l'Université de Reading; admis au Barreau à Gray's Inn, est devenu en 1936, Bencher de Gray's Inn et trésorier en 1947; nommé C.B.E. en 1918; fait chevalier en 1943; nommé K.C. en 1945; membre de l'Institut de droit international et président de cet Institut de 1948 à 1950; membre de la British Academy.

Devenu en 1912 Fellow du Gonville and Caius College et plus tard conférencier à l'Université pour les questions de droit; membre suppléant de la Commission de codification de la Société des Nations en 1926 et, pendant de longues années, membre de la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail pour l'application des conventions du travail; Reader (lecteur) de droit international public à l'Université de Londres en 1926-1927; professeur (chaire Tagore) à l'Université de Calcutta en 1931; professeur (chaire Whewell) de droit international à l'Université de Cambridge de 1935 à 1937; professeur à l'Académie de droit international de La Haye en 1928; en 1933 et en 1937; vice-chancelier de l'Université de Liverpool de 1937 à 1945; professeur de droit comparé à l'Université de Cambridge de 1945 à 1946.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1945; a été élu membre de la Cour internationale de Justice en 1946 et est président de cette Cour depuis 1952.

Principaux ouvrages : Legal Effects of War (1920, 3ème édition 1948); Law of the Air (1932); Collective Security (1936); Roman Law and Common Law (en collaboration avec le professeur Buckland) (1936); Law of Treaties (1938); Dr. Johnson and the Law (1949); editor (réviseur) de la 4ème édition du "Recueil de droit international" d'Oppenheim.

MORENO QUINTANA, Lucio Manuel

Juriste argentin.

Né en 1898; diplômé en droit et docteur en jurisprudence de l'Université de Buenos-Aires, en 1919.

Fonctions publiques : Conseiller juridique au service du recouvrement des impôts, de 1920 à 1922; secrétaire de la mission spéciale représentant l'Argentine au centenaire du Pérou, en 1921; Sous-Secrétaire d'Etat aux relations extérieures en 1923 et en 1945-1946; procureur général au tribunal civil et commercial de La Plata en 1924-1925; juge au tribunal civil et commercial de La Plata de 1925 à 1930; conseiller de la Commission de contrôle des transports de Buenos-Aires de 1938 à 1943; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, en 1945-1946; membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1945; représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies en 1945-1946; chef de la délégation argentine à la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1946; président de la Commission chargée de rédiger le précis argentin de droit international, en 1946; chef de la délégation argentine à la vingt-et-unième et dernière session de l'Assemblée de la Société des Nations en 1946; conseiller pour les questions de politique internationale auprès du Commandement des forces navales, en 1952.

Postes dans l'enseignement : a professé dans diverses écoles secondaires entre 1922 et 1949. Postes universitaires : professeur adjoint de droit international public à la Faculté de droit de l'Université de Buenos-Aires, en 1922; professeur suppléant de droit commercial international à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos-Aires en 1923, a occupé cette chaire en 1929-1930 et de 1936 à 1938; professeur suppléant chargé d'enseigner les éléments du droit public (droit constitutionnel et droit administratif) dans le cadre du cours sur le droit notarial donné à la Faculté de droit de l'Université de Buenos-Aires, de 1928 à 1931; professeur suppléant d'histoire des institutions représentatives à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de La Plata, en 1929-1930; professeur d'économie politique à la faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos-Aires, de 1935 à 1947; directeur

de l'Institut d'économie politique de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos-Aires, de 1938 à 1949; directeur de la Revista de Ciencias Economicas publiée par la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos-Aires, en 1944-1945; chargé par intérim du cours d'économie politique à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de La Plata, en 1946-1947; professeur de droit international public à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos-Aires, en 1947; directeur de l'Institut de droit international de cette Faculté en 1947; professeur honoraire à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos-Aires, en 1948; a été chargé, dans le cadre des cours de spécialisation organisés par l'Institut de droit international de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos-Aires, d'enseigner le droit international public (études particulières) en 1951, et, en 1952, de faire des cours sur la politique internationale. Postes dans les écoles militaires : a fait des cours sur le droit international (cours intermédiaire) à l'Ecole de guerre navale, de 1950 à 1953; sur la politique internationale et les relations internationales (cours supérieur) à l'Ecole de guerre navale, en 1953; sur les lois de la guerre à l'Ecole de guerre nationale en 1953. Postes administratifs dans l'Université : délégué suppléant au Conseil supérieur de l'Université de Buenos-Aires en 1930; conseiller de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos-Aires, de 1936 à 1940; délégué au Conseil supérieur de l'Instituto libre de segunda enseñanza de 1936 à 1938 et en 1950-1951; vice-doyen de la Faculté des sciences économiques de l'Université de Buenos-Aires, de 1936 à 1938; délégué suppléant au Conseil supérieur de l'Université de Buenos-Aires, de 1948 à 1952; conseiller de l'Université de Buenos-Aires de 1949 à 1952; représentant officiel de l'Université de Buenos-Aires au premier Congrès hispano-luso-américain de droit international en 1951.

Ouvrages : Inmigracion (1920); Pinceladas internacionales y diplomáticas (1925); El Sistema internacional americano (2 tomes, 1925-1927); La Diplomacia de Yrigoyen (1928); Las Doctrinas de la Federalizacion de la Legislacion exclusiva en el Derecho publico argentino (1928); Tratados de Comercio de la Republica argentina (1938, deuxième édition en collaboration avec Carlos Torres Gigena et Luis G. Arean, 1945); traduction en espagnol, annotée, de la Politica comercial

internacional, d'O. Paranagua (1938); Sinopsis de la Politica economica (1941); Politica económica (2 volumes, 1944); Misiones en Londres y Ginebra (1946); Politica internacional de la Republica argentina (1948); Derecho internacional publico (en collaboration avec Carlos M. Bollini Shaw, 1950); Derecho de Asilo (1952); ainsi que plusieurs monographies et plus de trente articles publiés dans des revues et des journaux sur des questions de droit international, d'histoire diplomatique, de sciences politiques et économiques. Est également auteur de plus de cinquante conférences sur des questions de cette nature, dont le texte n'a pas été publié.

Distinctions honorifiques : membre correspondant de l'Institut de géographie de Lima, 1921; membre honoraire du Centre universitaire d'Arequipa, 1921; Commandeur de l'Ordre du Libérateur de Venezuela, 1922; Commandeur de l'ordre illustre et royal de Charles III d'Espagne, 1923; Commandeur de l'Ordre du Soleil de Pérou, 1924; membre titulaire de l'Académie diplomatique internationale, 1927; a été invité, par l'Académie de droit international de La Haye, à donner une série de conférences sur le système latino-américain de droit international, en 1946, par la Faculté des sciences économiques de l'Université de Madrid à faire un cours sur des sujets économiques; en 1949, a reçu la médaille d'or de la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos-Aires ainsi que la médaille d'or de la Faculté des sciences économiques à l'occasion de ses vingt-cinq ans d'enseignement universitaire; membre de l'association des anciens élèves diplômés de la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Buenos-Aires, 1949; Grand' Croix de l'Ordre souverain des chevaliers de Malte, 1951; en 1950, a été invité par la Faculté de jurisprudence et des sciences sociales de l'Université de Guayaquil (Equateur) à faire une série de conférences sur le droit international et la politique internationale; a été invité, en 1941, par l'Institut équatorien de droit international, et en 1951, par l'Université centrale de l'Equateur, à faire une série de conférences à Quito; a été nommé membre correspondant de l'Institut hispano-américain pour les relations culturelles de Guayaquil, en 1951; directeur honoraire du Centre de relations internationales et de droit international

du Barreau de Guayaquil, en 1951; membre titulaire de l'Instituto Francisco de Victoria, Salamanque, 1951; conseiller de l'Institut hispano-luso-américain de droit international, Madrid, 1951; membre titulaire de l'Institut de culture hispanique, Madrid, 1951; directeur du cours sur les questions internationales professé à l'Institut hispano-luso-américain de droit international, à Madrid, en 1951.

PARAS, Ricardo

Président de la Cour Suprême des Philippines.

Né à Boac (province de Marinduque, Philippines); diplômé de la Faculté de droit de l'Université des Philippines en 1913; a exercé la profession d'avocat de 1913 à 1924; membre de la Chambre des représentants de 1919 à 1922; juge au tribunal de première instance de 1924 à 1936; juge assesseur à la Cour d'appel de 1936 à 1940; président de la Cour d'Appel de 1940 à 1941; juge assesseur à la Cour Suprême de 1941 à 1951; depuis 1951, président de la Cour Suprême.

A reçu en 1952 la médaille d'or de l'Université des Philippines et le diplôme d'honneur que l'Université décerne aux plus éminents de ses anciens élèves.

PETREN, Sture

Juriste suédois.

Né à Stockholm en 1908; diplômé en droit et en philosophie de l'Université de Lund, en 1930 et en 1932 respectivement; membre de divers tribunaux de 1933 à 1943; juge assesseur à la Cour d'Appel de Stockholm en 1943; directeur du service juridique du Ministère des affaires étrangères de Suède depuis 1949; Conseiller juridique auprès de la délégation suédoise à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948, 1949-1950, 1951, 1952-1953 et 1953; conseiller juridique du représentant de la Suède au Comité des ministres du Conseil de l'Europe depuis 1949; vice-président du Tribunal du travail suédois depuis 1950; membre du Tribunal administratif de l'Organisation des Nations Unies depuis 1952; membre de la Commission européenne des droits de l'homme depuis

mai 1954; membre du conseil de l'Institut d'histoire du droit depuis 1947; professeur adjoint à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Stockholm depuis 1950; a accompli plusieurs autres missions et travaux juridiques.

PLAZA, Eduardo

Juriste vénézuélien.

Né à Caracas (Venezuela), en 1911; a fait ses études à l'Université centrale du Venezuela et à l'Institut du Ministère des relations extérieures qui prépare à la carrière diplomatique et consulaire et aux fonctions d'attaché commercial; licencié ès sciences diplomatiques et consulaires et docteur en sciences politiques.

Membre de l'Association des avocats du District fédéral, de l'Institut de droit comparé de Paris, de la Cour permanente d'arbitrage.

Fonctions officielles : Fonctionnaire attaché à la Direction des affaires générales; chef de la section du commerce extérieur, Direction de la politique économique; chef de section au Cabinet du Ministre; jurisconsulte adjoint; jurisconsulte; conseiller en matière de relations extérieures.

Autres fonctions : Secrétaire de l'Ecole de musique de Caracas; Professeur de théorie et de solfège à cette école ainsi qu'à l'Ecole préparatoire de musique, où il occupait le poste de directeur de musique vocale et instrumentale; membre adjoint du Conseil de la Cathédrale; professeur de droit international public et de droit romain à l'Université centrale du Venezuela.

Participation aux conférences internationales : A participé à de nombreuses conférences internationales et interaméricaines en qualité de secrétaire, de conseiller et de représentant du Venezuela.

Ouvrages publiés : Contribucion de Venezuela al Panamericanismo durante el periodo 1939-1943; Andrés Bello, sus "Principios de Derecho Internacional" y otros escritos internacionales y diplomaticos.

Décorations : Chevalier de l'ordre du Libérateur (Venezuela); Grand Officier de l'ordre de l'Aigle aztèque (Mexique); Grand Officier de l'ordre de l'Honneur et Mérite (Haïti); Commandeur de l'Ordre de la Croix du Sud (Brésil); Commandeur de l'Ordre du Mérite (Chili); Commandeur de l'Ordre de Boyaca (Colombie);

Commandeur de l'Ordre de Vasco Nunez de Balboa (Panama); Commandeur de l'Ordre de l'Orange-Nassau (Pays-Bas); Officier de l'Ordre du Mérite de l'Equateur; Officier de l'Ordre du Condor des Andes (Bolivie); Officier de l'Ordre du Soleil du Pérou (Pérou).

PRAMOJ, Nom Rajawongse Seni

Juriste thaïlandais.

Né en 1905; B.A. de l'Université d'Oxford; admis au barreau en Angleterre (mention d'honneur - lauréat); admis au Barreau thaïlandais, ancien juge à la Cour d'Appel de Thaïlande; membre du Comité chargé de rédiger le code civil et commercial thaïlandais, de 1933 à 1935, du Sous-Comité chargé de la révision du code pénal en 1936, et du Comité extraordinaire pour l'examen d'un projet de loi sur les conflits de lois et d'un projet de code fiscal en 1938; envoyé extraordinaire de Sa Majesté et ministre plénipotentiaire à Washington de 1940 à 1945; Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Thaïlande, en 1945 et 1946, période pendant laquelle il a conclu un accord avec la Grande-Bretagne et un traité d'amitié avec la Chine; ancien membre du Parlement thaïlandais et membre du Tribunal constitutionnel; exerce actuellement la profession d'avocat; professeur de droit à l'Université des sciences morales et politiques, il est chargé d'un cours de droit à l'Université de Chulalongkorn; conférencier de l'Association du barreau thaïlandais; auteur d'un ouvrage sur le droit des obligations et le droit des biens.

ROLIN, Henri

Juriste belge.

Né à Gand (Belgique) en 1891; docteur en droit de l'Université de Gand; engagé volontaire en 1914 et en 1940; lieutenant-colonel de réserve, honoraire d'artillerie; avocat à la Cour d'appel de Bruxelles et ancien membre du Conseil de l'Ordre; ancien sous-secrétaire d'Etat à la défense nationale; ancien Ministre de la justice; Ministre d'Etat; Sénateur; ancien président du Sénat.

Professeur de droit des gens et de droit maritime international à l'Université libre de Bruxelles; docteur honoris causa de la Faculté de droit de l'Université de Grenoble; professeur à l'Académie de droit international de La Haye en 1929 et en 1950; a enseigné aussi à l'Institut des relations internationales de Genève et aux Facultés de droit de Paris et de Toulouse; membre et ancien premier vice-président de l'Institut de droit international; membre correspondant de la Grotius Society, de l'Institut hellénique de droit international; membre du Comité exécutif de l'Institut international de droit public.

Secrétaire du Ministre des affaires étrangères de Belgique à la Conférence de la paix de 1919 et à la Présidence de la première Assemblée de la Société des Nations, en 1920; délégué de la Belgique à plusieurs Assemblées ultérieures de la Société des Nations; président de la Première Commission à la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale; représentant de la Belgique à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948; délégué à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et président de la Commission des questions juridiques et administratives.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage; président de la Commission permanente de conciliation entre l'Italie et le Chili; membre des Commissions permanentes entre la Belgique et le Danemark, la Belgique et la Suède, la Suède et la Turquie, la Norvège et le Portugal; désigné en 1949 par le Président de la Cour internationale de Justice comme président du Tribunal arbitral chargé de résoudre une question concernant l'interprétation de l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

A été, devant la Cour permanente de Justice internationale, conseil de la Belgique en 1927 (dénonciation du traité intervenu le 2 novembre 1865 entre la Chine et la Belgique) et en 1939 (Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie), de l'Iran en 1952 (Anglo-Iranian Oil Company), de la Grèce en 1952 et en 1953 (affaire Ambatielos) et du Guatemala en 1954 (affaire Nottebohm).

Distinctions honorifiques belges : Chevalier de l'Ordre de Léopold avec palme; Croix de guerre 1914-1918; Croix des Evadés 1940-1944; Grand Cordon de l'Ordre de Léopold II.

Décorations étrangères : Grand Cordon de l'Ordre du Mérite (Chili); Grand Cordon de l'Ordre du Lion de Juda (Ethiopie); Commandeur de l'Ordre de l'Orange-Nassau (Pays-Bas); Commandeur de l'Ordre de l'Epi d'or (Chine); Officier de la Légion d'honneur (France); Officer du British Empire (Royaume-Uni); Chevalier de l'Ordre de St. Stanislas avec glaives (Russie).

SAPENA PASTOR, Raúl

Juriste paraguayen.

Né à Asuncion (Paraguay), en 1908; docteur en droit et ès sciences sociales.

Fonctions actuelles : a) Fonctions diplomatiques et juridiques : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire attaché au Ministère des relations extérieures; membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 1945); représentant du Paraguay au Conseil interaméricain de juristes (depuis l'institution de cet organisme); vice-président et président par intérim de la Commission nationale pour la codification du droit international; conseiller juridique auprès de la Commission nationale des frontières; conseiller de l'Institut de prévoyance sociale; membre de la Commission de rédaction du Code aérien; b) Enseignement: professeur de droit international privé à la Faculté de droit et des sciences sociales; professeur de droit international public à l'Ecole de guerre. c) Membre des institutions internationales suivantes : Institut hispano-luso-américain de droit international; Institut argentin de droit international; Société américaine de droit international.

Activités antérieures : a) Fonctions juridiques : membre de la Cour Suprême du Paraguay; président de la Cour d'appel statuant en matière civile et commerciale; procureur général du Paraguay; juge aux tribunaux de première instance statuant au civil; juge aux tribunaux de première instance statuant au pénal; b) Missions diplomatiques : ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Argentine, de 1948 à 1949; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Bolivie en 1941, et en Uruguay de 1942 à 1944; délégué plénipotentiaire à la Conférence de Rivera (Uruguay); délégué plénipotentiaire à la Conférence régionale des pays riverains du Rio de la Plata, en 1940; délégué plénipotentiaire au deuxième

Congrès de droit international privé (Montevideo), en 1939; délégué plénipotentiaire et chef de la délégation du Paraguay au deuxième Congrès de droit international privé (Montevideo), en 1940; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire envoyé en mission spéciale auprès de la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix et de la sécurité du continent (Rio-de-Janeiro) en 1947; représentant du Paraguay au Comité consultatif extraordinaire pour la défense politique du continent (Montevideo); représentant du Paraguay au Conseil interaméricain de jurisconsultes en 1950 et en 1953; délégué plénipotentiaire à la dixième Conférence panaméricaine; c) Missions officielles : Chef de la délégation envoyée par l'Université du Paraguay au Centre d'études sud-américain (Montevideo), 1937; délégué à la 4ème session de la Conférence interaméricaine de sécurité sociale (Mexico), en 1952. d) Fonctions confiées par le Ministère des relations extérieures : Membre de la Commission consultative auprès de la Conférence interaméricaine sur les problèmes de la guerre et de la paix (Chapultepec), en 1945; jurisconsulte du Ministère des relations extérieures. e) Fonctions administratives : Conseiller d'Etat en 1947 et 1948; Président de la Banque du Paraguay; Directeur de la Banque de la République du Paraguay en 1940; Secrétaire du ministère des affaires économiques; membre du Conseil de coordination des questions économiques et financières; membre de la Commission du budget; membre de la Commission chargée de liquider la dette flottante. f) Enseignement : Professeur de droit international public à la Faculté de droit et des sciences sociales; professeur de droit international privé et de droit consulaire à la Faculté des sciences économiques; professeur d'économie politique à la Faculté de droit; professeur dans divers établissements d'enseignement secondaire. g) Membre des organisations suivantes : Président du Centre des étudiants en droit; président du Barreau; président du Rotary Club d'Asuncion; président du Club Centenario, président de la Chambre de commerce argentine-paraguayenne; gouverneur de district du Rotary International; président du Comité sud-américain des Rotary Clubs; président du Comité chargé d'encourager le développement du Rotary Club en Amérique du Sud (zone méridionale); membre de l'Institut pour l'entente internationale du Rotary International.

Ouvrages publiés : Derecho internacional privado (1944); Los contratos por Correspondencia ante el Derecho internacional privado (1944); La Vocacion hereditaria en las Sucesiones intestadas (1937); Conferencias internacionales americanas (100 articles publiés dans "La Tribuna", 1937) Statement of the Laws of Paraguay in Matters affecting Business (1953).

SAUSER-HALL, Georges

Juriste suisse.

Né à La Chaux-de-Fonds en 1884; docteur en droit et avocat; chargé de cours à l'Université de Genève, où il a enseigné l'histoire du droit des gens et du droit international privé de 1910 à 1912; professeur de droit comparé et de droit international privé à l'Université de Neuchâtel de 1912 à 1954 (sauf pour la période 1925-1931); professeur de droit des gens à l'Université de Neuchâtel de 1942 à 1954; professeur de droit civil comparé et de droit commercial à l'Université de Genève de 1924 à 1926; professeur de droit international privé, de droit comparé et de droit privé suisse à l'Université de Genève de 1931 à 1954; professeur de droit comparé à l'Université de Lausanne de 1939 à 1947; professeur à l'Académie de droit international de La Haye en 1937 et en 1953; a fait de nombreuses conférences sur des questions de droit international public et privé, de politique et de législation comparée.

Membre associé de l'Institut du droit international depuis 1929, il appartient depuis 1947 au Comité directeur de cette organisation; doyen de la Faculté de droit de l'Université de Genève en 1935-1936 et de 1939 à 1943; secrétaire du Sénat de l'Université de Genève de 1936 à 1938; vice-recteur de l'Université de Genève en 1946-1947; membre de la Commission de conciliation entre la Suisse et la Turquie en 1932; représentant de la Suisse à la cinquième Conférence de droit international privé tenue à La Haye en 1925, ainsi qu'à la sixième Conférence, qui a eu lieu en 1951; membre de la Commission d'experts chargés d'examiner les relations de la Suisse avec l'Organisation des Nations Unies, en 1946; membre de la Cour permanente d'arbitrage en 1946; président de la Commission de recours de l'Organisation européenne de coopération économique depuis 1950; surarbitre du Tribunal arbitral entre l'Allemagne et l'Etat d'Israël, en 1954.

A exercé la profession d'avocat de 1908 à 1912; adjoint au Département politique fédéral de 1915 à 1920; chef des services juridiques de la Division des affaires étrangères de ce Département, de 1920 à 1924; conseiller-légiste du Gouvernement turc, sur présentation par la Cour permanente de Justice internationale, de 1926 à 1931; jurisconsulte de la Confédération suisse dans l'affaire de la réparation des dommages de guerre subis par des citoyens suisses, devant le Conseil de la Société des Nations, en 1934; agent du Gouvernement suisse dans le

litige entre la Suisse et la Yougoslavie au sujet de la Maison Losinger et Cie, devant la Cour permanente de Justice internationale à La Haye en 1936; agent du Gouvernement danois dans le litige entre le Danemark et la Lituanie au sujet de la construction du port de Klapeda (Memel), devant la Commission de conciliation dano-lithuanienne présidée par le Jonkheer van Karnebeek, à La Haye, en 1938; Conseil du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein dans le litige entre cette Principauté et le Guatemala au sujet de la réclamation de M. Nottebohm, devant la Cour internationale de Justice à La Haye, en 1953; arbitre entre les Etats-Unis d'Amérique, la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dans l'affaire de l'or albanais, à Bruxelles, en 1953.

Ouvrages publiés : Les belligérants internés chez les neutres (1910); Méthode et fonction de droit comparé (1913); La nationalisation des étrangers en Suisse (1914); Le droit d'option (1915); La nationalité en droit suisse (1921); Manuel d'instruction civique et guide politique suisse (5ème édition, 1947); Les traités de paix et les droits privés des neutres (1924); les dommages de guerre et les neutres (1924); Introduction à l'étude du nouveau droit civil en Turquie (1926); La nationalité de la femme mariée (1933); Mémoire de la Confédération suisse et exposé juridique sur la réparation des dommages subis par des citoyens suisses à la suite d'événements de guerre (Publié par la Société des Nations, 1934); Consultation sur les emprunts avec clause dollar-or émis par l'Etat suédois (1935); Mémoires et plaidoiries pour le Conseil fédéral contre le Royaume de Yougoslavie dans l'affaire Losinger et Cie, S.A., devant la Cour permanente de Justice internationale (1937); La clause-or dans les contrats publics et privés (Recueil des Cours de l'Académie de droit international, 1937); The Political Institutions of Switzerland (1947); Rapport à l'Institut de droit international sur les conflits de lois relatifs à l'arbitrage privé (1952); Avis arbitral prononcé entre les Gouvernements des Etats-Unis, de la République française et du Royaume-Uni concernant l'or pillé à Rome par les Allemands en 1943 (1953); L'exploitation industrielle des fleuves internationaux (Recueil des Cours de l'Académie de droit international, 1953); de nombreux articles sur des questions de droit international public et privé et de législation comparée, publiés dans des revues spécialisées.

SPIROPOULOS, Jean

Juriste grec.

Né en Grèce; a fait ses études scolaires et universitaires dans plusieurs pays d'Europe; professeur de droit international à l'Université de Salonique de 1928 à 1939; doyen de la Faculté de droit de cette Université pendant 3 ans; professeur de droit international à l'Université d'Athènes et doyen de la Faculté de droit de cette Université de 1939 à 1940; recteur de l'Université d'Athènes depuis 1947; outre des cours sur le droit international public, a enseigné pendant plusieurs années le droit international privé et le droit constitutionnel.

A représenté son pays à plusieurs conférences internationales, parmi lesquelles la Conférence pour la codification du droit international en 1930, la première Conférence balkanique, qui a eu lieu à Athènes en 1930, la deuxième Conférence balkanique, à Constantinople en 1931, la troisième Conférence balkanique à Bucarest en 1932, et la quatrième Conférence balkanique, à Salonique en 1933; membre du Conseil des Conférences balkaniques de 1930 à 1933; a rédigé, pour les Conférences balkaniques, l'avant-projet de Pacte balkanique de non-agression, d'arbitrage et d'assistance mutuelle qui a été adopté à la troisième Conférence balkanique; a exercé les fonctions de Rapporteur général aux Conférences balkaniques; délégué de la Grèce à la Commission de juristes réunie à Washington pour préparer le projet de Statut de la Cour internationale de Justice, en 1945; conseiller juridique auprès de la délégation hellénique à la Conférence de San-Francisco sur l'organisation internationale, en 1945; Conseiller juridique auprès de la délégation hellénique à la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies à Londres, en 1946; candidat aux fonctions de juge à la Cour internationale de Justice en 1946; a représenté la Grèce à la réunion tenue à Paris en 1946 par le Comité international technique des experts juridiques aériens; conseiller juridique auprès de la délégation hellénique à la Conférence de la Paix de Paris, en 1946; représentant suppléant de la Grèce à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1947.

Membre de diverses sociétés savantes et commissions internationales.

Depuis la libération de la Grèce, a été nommé membre de plusieurs commissions chargées par le Gouvernement grec d'étudier les problèmes nés de l'occupation ennemie en Grèce : c'est ainsi qu'il a participé aux travaux de la Commission qui

a statué sur le sort des textes législatifs publiés en Grèce pendant l'occupation, de la Commission chargée d'annuler les actes juridiques conclus avec les autorités d'occupation et les sujets ennemis, de la Commission chargée de la mise sous séquestre des biens ennemis, de la Commission pour les criminels de guerre, etc.; membre de la Cour supérieure des prises et de la Commission pour l'application des traités de paix.

Principaux ouvrages : Traité théorique et pratique de droit international public (1933); Théorie générale de Droit international (1930); L'individu en droit international (1928); L'individu et le droit international (Cours à l'Académie de Droit international, 1930); Le fondement du Droit international (Revue de droit international) (1929); The Patriarchate of Jerusalem under the British Mandate for Palestine (1937); Droit public international (2ème édition, 1940) (en grec); Droit international privé (1939) (en grec); Le fondement du droit international (Annales de la Faculté de droit de l'Université de Salonique, 1932) (en grec); Les sanctions de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, ibid, 1936, (en grec); Mariage d'étrangers de religion différente célébré en Grèce et la notion de l'ordre public, article publié en grec dans la Revue des Juristes grecs (1938); Le respect des obligations financières en droit international privé, ibid, 1938, (en grec); Observations critiques sur le droit privé international du projet de code civil grec, ibid (en grec); Le "lex contractus" dans la jurisprudence grecque, Mélanges Streit, 1940 (en grec); Die de Facto-Regierung im Völkerrecht, (1926); Die Haftung der Staaten für "indirekten" Schaden aus völkerrechtlichen Delikten, Nilmeyers Zeitschrift für internationales Recht, XXXV, pages 59 à 135; Die Allgemeinen Rechtsgrundsätze im Völkerrecht, (1927), p. 71.

THAMAPRAKHAN, Phya Ladpli

Juriste thaïlandais.

Né en 1894; admis au barreau en Angleterre (Gray's Inn) et membre du barreau thaïlandais; président de la Cour d'Appel de 1934 à 1939; sous-secrétaire d'Etat à la Justice de 1939 à 1941; président de la Cour d'Appel Suprême de 1941 à 1953;

actuellement membre du Tribunal constitutionnel; doyen de la Faculté de droit de l'Université de Thamsat; président honoraire de l'Association des membres du barreau thaïlandais; membre de l'Assemblée des représentants du peuple; ministre de la Justice.

TUASON, Pedro

Secrétaire d'Etat à la Justice du Gouvernement philippin.

Né en 1884; licencié en droit de l'Université de Georgetown, à Washington, D.C., a poursuivi ses études de droit à la Faculté de droit de l'Université de Yale. Prosecuting-attorney de 1913 à 1918; assistant attorney au Bureau de la Justice de 1918 à 1921; attorney general par interim en 1921; avocat de la Compagnie des chemins de fer de Manille (société d'Etat) en 1922; juge aux tribunaux de première instance, de 1923 à 1937; solicitor General en 1937-1938; juge à la Cour d'Appel de 1938 à 1941; juge assesseur à la Cour Suprême des Philippines de 1946 à 1953; actuellement secrétaire d'Etat à la Justice.

VALLE, Modesto

Juriste nicaraguayen.

Né à Leon (Nicaragua), en 1880; diplômé ès sciences et ès lettres de l'Institut national du Salvador en 1899; docteur en droit de la Faculté de droit et des sciences politiques de Managua en 1904.

Fonctions : Juge au Tribunal de première instance de Managua, en 1904-1905; professeur de droit civil et international et de philosophie de l'histoire à la Faculté de droit de Managua; a exercé la profession d'avocat de 1907 à 1924; juge à la Cour Suprême de Justice de 1925 à 1930; sous-secrétaire d'Etat aux relations extérieures en 1932; juriconsulte du Ministère des relations extérieures de 1933 à 1936; président de la Cour Suprême de Justice en 1938-1939; doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques de Managua de 1938 à 1941; membre de la Commission nicaraguayenne pour la codification du droit international, depuis 1938; membre du groupe national nicaraguayen de la Cour permanente d'arbitrage.

Carrière diplomatique : Délégué plénipotentiaire du Nicaragua à la Conférence interaméricaine pour le maintien de la paix, tenue à Buenos-Aires en 1936; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement de la République du Salvador, de 1940 à 1943; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement de la République du Guatemala, de 1943 à 1945; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en mission spéciale lors du transfert du pouvoir public au Guatemala en 1945; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement de la République de Colombie, en 1948-1949; représentant du Nicaragua à la neuvième Conférence internationale des Etats américains, à Bogota, en 1948; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en mission spéciale lors du transfert du pouvoir public en Equateur, en 1948; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement de la République de l'Equateur en 1948-1949; envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement vénézuélien en 1949.

Décorations : Grand officier de l'Ordre du Quetzal (Guatemala), 1943.

VERZIJL, Jan Hendrik Willem

Juriste néerlandais.

Né à Utrecht en 1888; docteur en droit en 1910, il a reçu le titre de docteur ès sciences politiques en 1917 après avoir soutenu une thèse consacrée au droit des prises à l'égard des Puissances neutres pendant la Guerre mondiale, de 1914 à 1920.

Après s'être occupé de droit administratif en qualité de membre des services juridiques des municipalités de Leyde et d'Utrecht, a été nommé professeur de droit international public et d'histoire diplomatique à l'Université d'Utrecht, en 1919; est passé en 1938 à l'Université d'Amsterdam, où il a enseigné le droit international public et le droit public des territoires néerlandais d'outre-mer; révoqué en 1941 par le Reichskommissar de la Puissance occupante; nommé, dès la libération du territoire national, vice-président de la Cour spéciale de cassation (criminels de guerre), membre de la Commission consultative nationale préparatoire, membre d'une Commission chargée de faire disparaître de la législation nationale toute trace d'influence allemande, membre du Conseil pour le rétablissement des droits légaux lésés par l'occupation ennemie, etc...; en 1917, occupe

à nouveau la chaire de droit international public à l'Université d'Utrecht et est nommé professeur de l'histoire du droit des gens et d'histoire diplomatique à l'Université de Leyde; Président de la Commission mixte de réclamations franco-mexicaine en 1928-1929; avocat de la Ville libre de Dantzig devant la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire des postes polonaises (1925) et de la Bulgarie dans son différend avec la Grèce au sujet des "communautés" (1930); recteur de l'Université d'Utrecht en 1950-1951.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1946; membre de l'Académie royale néerlandaise des arts et des sciences depuis 1934; président du Tribunal arbitral franco-hellénique appelé à statuer sur l'affaire des phares de l'ex-Empire ottoman, depuis 1953; membre de l'Institut de droit international depuis 1947; a donné des cours à l'Académie de droit international de La Haye, à des universités belges et à la faculté de droit de Paris.

Auteur de plusieurs ouvrages de droit international public et de maints articles parus dans des revues néerlandaises et étrangères, concernant notamment la jurisprudence des tribunaux des prises, un projet d'encyclopédie de droit international public et privé, les arrêts et avis consultatifs de la Cour internationale, etc...

de VISSCHER, Charles

Voir la notice biographique qui figure dans le document A/2668 - S/3270.

VITERI LAFRONTIE, Homero

Juriste équatorien.

Né en 1892; diplômé ès sciences sociales et docteur en jurisprudence de l'Université centrale de Quito.

Ministre des relations extérieures de 1926 à 1929; Ministre plénipotentiaire à Washington, de 1929 à 1931; délégué de l'Equateur à la quatrième conférence commerciale panaméricaine, en 1931; membre du Conseil consultatif pour les relations extérieures, en 1932; ministre plénipotentiaire au Pérou, de 1933 à 1936; membre de la Cour permanente d'arbitrage, en 1935; président de la délégation de l'Equateur aux conférences tenues à Washington sur des questions de

frontière, de 1936 à 1939; ministre plénipotentiaire en mission spéciale à Washington, en 1939; jurisconsulte du Ministère des relations extérieures, en 1939; membre de la Commission permanente pour la codification du droit international, en 1940; ministre plénipotentiaire au Brésil, en 1939-1941; conseiller auprès de la délégation de l'Equateur à la deuxième session du Conseil des ministres des affaires étrangères, en 1940; ministre plénipotentiaire en fonctions au Ministère des relations extérieures, en 1941; ambassadeur auprès de la mission spéciale chargée de régler le différend entre l'Equateur et le Pérou, en 1941 et 1942; délégué plénipotentiaire de l'Equateur au Congrès interaméricain sur la sécurité sociale, en 1942; ambassadeur au Chili, en 1942; Ministre à Londres, en 1946; délégué à la neuvième Conférence panaméricaine à Bogota, en 1947-1948; ambassadeur en Colombie, en 1948; délégué à la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à Londres, en 1946; représentant permanent de l'Equateur auprès de l'Organisation des Nations Unies, de 1948 à 1950; ambassadeur au Mexique, en 1950.

Autres fonctions : professeur à l'Institut national de Mejia et à l'Université centrale; doyen de la Faculté de jurisprudence de l'Université centrale; Ministre de l'instruction publique.

ZAFRULA KHAN, Chaudhri Muhammad

Voir la notice biographique qui figure dans le document A/2668/Corr.1 -
A/5270/Corr.1.

